**Rescrit fiscal** *modifications Rv en rouge*

Aide au remplissage de la demande d’avis de délivrer des reçus fiscaux pour les organismes ayant la capacité de recevoir des dons

1. ***Identification de l’auteur de la demande***

La demande doit être signée par un administrateur de l’Ogec (Président ou Trésorier)

1. ***Identification de l’Organisme***
* Ogec….
* *Il convient de préciser* l’adresse *du siège social de l’Ogec (indiqué à l’article 5 des statuts type Ogec) et y ajouter les adresses éventuellement différentes de tous les établissements scolaires gérés par l’Ogec. L’adresse internet peut-être celui de l’école gérée par l’Ogec.*
* Objet statutaire : *assumer juridiquement la gestion d’établissements scolaires privés catholiques. De ce fait, elle exerce toutes activités éducatives, para et périscolaires, culturelles.*
* Affiliation : *l’Ogec est adhérent de l’Union départementale des Organismes de Gestion de l’Enseignement Catholique -UDOGEC- de ... (nom du département) qui elle-même est adhérente de la Fédération Nationale des Organismes de Gestion de l’Enseignement Catholique -FNOGEC- qui est elle-même affiliée à la Confédération de l’Enseignement Privé à but non lucratif -CEPNL-*
* Imposition aux impôts commerciaux : *cocher la case non*
1. ***Composition et gestion de l’organisme***
* Nombre de membres : *indiquer le nombre de personnes physiques, qui sont adhérents de votre Ogec, y compris les membres de droit.*
* Qualité des membres : *indiquer qu’il y a des membres actifs et des membres de droit, les deux catégories ont voix délibérative, et des membres d’honneur si vous les avez prévus dans vos statuts, indiquer qu’ils ont une voix consultative.*
* Noms, adresses et professions des dirigeants : *vous transmettez la liste des administrateurs. L’adresse des membres de droit est celle de la direction diocésaine pour le DDEC, celle du siège de la congrégation pour le représentant de la tutelle congréganiste, celle du président de l’Udogec est le siège de l’Udogec, et celle du président d’Apel est celle de l’établissement scolaire. Les administrateurs ne perçoivent pas de salaires ni d’indemnités. Ils ne bénéficient que du remboursement de leurs frais.*
* Salariés : *vous indiquez le nombre de personnels enseignants agents contractuels de droit public (employés et rémunérés par l’Etat) et de personnels non enseignant (indiquer les métiers exercés avec l’effectif correspondant) vous notez le montant de la masse salariale globale représentée par ces personnels. Indiquez qu’aucun des personnels, travaillant dans les établissements scolaires gérés par l’Ogec n’a de lien familial avec un administrateur de l’Ogec (c’est cela qui les intéresse pour vérifier le caractère non lucratif de l’Ogec).*
1. ***Activités exercées***
* Lieu d’exercice des activités : *noter l’adresse de chacun des établissements scolaires gérés par l’Ogec*
* Activités exercées (à titre permanent, occasionnel) : *l’objet principal de l’Ogec est l’enseignement et l’éducation à travers la gestion d’établissements scolaires, avec les activités péri et parascolaires (garderie, étude, cantine, internat, voyages scolaires, stages, productions en atelier d’apprentissage… Activités autour de l’enfance, telle le centre de loisir, activités sportives et culturelles, pratiques religieuses liées au culte catholique (cérémonies, sacrement, rassemblements …). Vous pouvez indiquer le nombre d’enfants scolarisés dans votre ensemble scolaire (cela permettra de proportionner les chiffres de la masse salariale que vous avez indiquée ci-dessus).*
* Modalités d’exercice : *les élèves sont les premiers bénéficiaires de ces activités. Le contrat d’association avec l’enseignement public, permet la prise en charge des salaires des enseignants, et les forfaits d’externat versés par l’Etat, la région, le département, la commune, permet de financer le fonctionnement de l’externat des établissements scolaires gérés par l’Ogec. Les parents versent une contribution financière pour couvrir le caractère catholique de l’école et pour assurer la rénovation et la construction des bâtiments scolaires.*

*Indiquer le montant des contributions des familles appelées sur 10 mois en fonction du niveau scolaire.*

*Préciser s’il y a des contributions en fonction des quotients familiaux ou pour les fratries :*

* *Ecole …€/mois/élève*
* *Collège …€/an/élève*
* *Lycée d’enseignement général et technologique : …€/an/élève*
* *Lycée professionnel : …€/an/élève*
* *Enseignement supérieur : …€/an/étudiant*

*Indiquer le montant de la cantine :*

 *Prix pour rationnaire habituel : …€/le repas*

*Indiquer le montant de la garderie : …€/élève/mois*

*Indiquer le montant de l’étude surveillée après la classe : …€/élève/mois*

*Indiquer le montant de l’internat : …€/interne/mois (comprend la demi-pension).*

* Description des projets en cours : *S’il y a des projets immobiliers, les décrire rapidement, et décrire en quelques mots le projet pédagogique de l’ensemble scolaire.*
1. ***Ressources de l’association***
* Dons (indiquer le montant) : *mettre un chiffre s’il y a eu des dons*
* Autres :
	+ *Cotisations : non*
	+ *Subventions : vous inscrivez un chiffre si vous avez été bénéficiaire de subvention d’investissement, ou si vous avez reçus des subventions pour financer la cantine ou la garderie ou des voyages scolaires (ne pas mettre le montant des forfaits d’externat, ce ne sont pas des subventions).*
	+ *Ventes : recettes de la restauration scolaire, de la garderie, de l’internat*
	+ *Prestations : les financements privés sont les contributions des familles à la scolarisation de leur enfant dans notre école, ce qui représente ……..€. Des financements publics qui couvrent aussi le fonctionnement de école qui est sous contrat d’association avec l’Etat, c’est le forfait d’externat qui représente …….€*
* Existence d’un secteur lucratif : *cocher la case non*

*Ainsi vous ne répondez à aucune des questions qui suivent, elles ont trait au fonctionnement d’un secteur lucratif.*

1. ***Observations complémentaires***

*De nombreuses Ogec dans une situation identique à la nôtre ont été reconnus éligibles au régime des associations d’intérêt général habilitées à délivrer des reçus fiscaux à leur donateur*